

# **Faire entrer Mario Vargas Llosa à l'Académie française est une erreur**

Collectif d'universitaires et chercheurs, *Libération* 8 décembre 2021

**Elu le 25 novembre, l'écrivain et prix Nobel de littérature 2010 apporte son soutien au candidat d'extrême droite de la présidentielle chilienne du 19 décembre. Un engagement qui n'est pas sans précédent.**

Nous avons appris, avec stupéfaction le 25 novembre, l'élection de Mario Vargas Llosa à l'Académie française. Nous en ignorons les motifs. Peut-être l'Académie a-t-elle considéré que l'écrivain péruvien incarnait l'idéal de l'écrivain engagé issu des Lumières. Mais cette élection pose de graves problèmes éthiques. Le récent soutien de Mario Vargas Llosa à José Antonio Kast, candidat d'extrême droite, nostalgique défenseur de la dictature militaire de Pinochet, à l'élection présidentielle du Chili le 19 décembre prochain, n'est en effet qu'un des derniers avatars d'une attitude qui légitime depuis des décennies des dirigeants responsables d'assassinats et de violations des droits humains. En voici quelques exemples.

## **Mario Vargas Llosa a apporté un soutien enthousiaste au président colombien**

L'écrivain a apporté un soutien enthousiaste au président colombien Iván Duque élu en 2018 et qui a mis fin aux accords de paix signés en 2016 entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), après un conflit meurtrier de plusieurs décennies. Depuis, les assassinats d'anciens guérilleros, de syndicalistes, de leaders indigènes et de défenseurs de l'environnement sont devenus presque quotidiens. Mario Vargas Llosa écrivait pourtant le 21 février 2021 : « Depuis que je l'ai connu, j'ai toujours su que le président de la Colombie Iván Duque serait un exemple pour le reste de l'Amérique Latine. » En avril dernier, la police colombienne tirait à bout portant sur la population civile qui manifestait contre les mesures d'extrême libéralisation de l'économie, causant plus de 70 morts. En septembre, Mario Vargas Llosa félicitait encore Iván Duque, à Madrid, et déclarait que la Colombie « fait les choses bien en matière de légalité et de liberté ».

Dans son propre pays, le Pérou, Mario Vargas Llosa a démontré que la justice et la vie humaine lui importent peu. En avril 2021, le premier tour de l'élection présidentielle mettait face à face Keiko Fujimori, fille de l'ancien dictateur Alberto Fujimori et candidate d'une droite dure soutenue par l'extrême droite, et Pedro Castillo, un syndicaliste paysan se présentant sous la bannière d'un parti de gauche radicale. Lors des scrutins de 2011 et 2016, Mario Vargas Llosa lui-même avait dénoncé en Keiko Fujimori l'héritage autoritaire et mafieux du régime de son père. Personne ne doute, en effet, que son élection aurait signifié le retour au pouvoir du crime organisé et la reconstitution d'un « narco-Etat ». Keiko Fujimori fait d'ailleurs face à plusieurs procès pour de graves faits de corruption. Son entourage est aussi soupçonné d'avoir commandité des meurtres et un massacre afin d'inciter l'électorat à voter pour une candidate supposée avoir la « main dure » contre la délinquance et ce qui reste du Parti communiste, Sentier lumineux.

## **L'écrivain a mené une campagne en faveur de Keiko Fujimori**

Dès sa défaite au second tour, en juin 2021, Keiko Fujimori refusait d'accepter les résultats de l'élection dont tous les observateurs internationaux avaient reconnu la transparence. Elle fait aujourd'hui campagne pour la destitution du nouveau président. Des groupes violents d'ultra-droite s'en prennent physiquement à des personnalités politiques de centre gauche et de centre droit. Certains appellent au coup d'Etat. Or, Mario Vargas Llosa a joué un rôle actif dans l'avènement de cet état de chaos au Pérou, menant une campagne sans réserve en faveur de Keiko Fujimori, la présentant comme l'ultime rempart

contre l'avènement du communisme, contribuant par ses interventions à la polarisation et à la violence qui ont marqué l'entre-deux-tours. Ajoutant à l'irrationalité ambiante, alors que le Pérou a été si durement touché par la crise du Covid-19, Mario Vargas Llosa n'a pas hésité à évoquer la possibilité d'une fraude électorale.

Enfin, rappelons que dans un article publié en 1995, l'écrivain appelait à «enterrer le passé» en Argentine, se référant aux crimes commis pendant la dictature militaire (30 000 victimes). Selon lui, il était inutile, voire dangereux, de juger les hauts gradés de la junte, car toute la société argentine, en particulier les groupes insurrectionnels de gauche, auraient été responsables du coup d'Etat. Plusieurs écrivains et chercheurs ont répondu à Mario Vargas Llosa, dénonçant cet appel à l'impunité et la coïncidence de ses thèses avec celles des militaires inculpés.

Dans ce cas, comme dans celui du Pérou ou de la Colombie, c'est une idéologie qui a conduit Mario Vargas Llosa à disculper ou à soutenir des criminels. Ses prises de position sont à resituer dans le contexte de consolidation des réseaux de la droite et de l'extrême droite hispano-américaine via le lobbying de la Fondation internationale pour la liberté (FIL) qu'il préside et qui s'affiche comme un think tank néolibéral. L'un des manifestes de la FIL s'insurgeait ainsi contre les mesures préventives adoptées par les Etats dans le cadre de la gestion du Covid-19. En Espagne, Mario Vargas Llosa apparaît aux côtés de ceux qui banalisent le franquisme.

### **Son dogme est basé sur l'anticommunisme fervent et l'ultralibéralisme économique**

C'est dans ce sens que Mario Vargas Llosa est un écrivain engagé. Son dogme est basé sur l'anticommunisme fervent et l'ultralibéralisme économique, sans doute celui-là même qui l'a conduit à se livrer à l'évasion fiscale, comme l'ont révélé, en 2016, les «Panama Papers», et, en 2021, les «Pandora Papers». Au-delà du domaine politique, ce sont donc encore des questions d'éthique qui se posent.

En lui donnant l'épée, les Académiciens ont commis une erreur, voire une faute, qui ternit l'image de la France en Amérique latine où les prises de position extrémistes de Mario Vargas Llosa sont bien connues et suscitent depuis longtemps un fort rejet. Cette élection risque aussi de légitimer des postures qui bafouent de fait les valeurs de la démocratie auxquelles la France souhaite pourtant se voir associée : liberté d'expression, acceptation des résultats des suffrages et droit de défendre une cause sans risquer d'y perdre la vie.

Signataires : César Itier Professeur des universités à l'Inalco, Evelyne Mesclier Directrice de recherches à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Valérie Robin Azevedo Professeure des universités à l'Université de Paris, Sylvie Taussig Chercheuse au CNRS et à Instituto francés de estudios andinos (Ifea), Pablo del Valle Anthropologue de l'Université pontificale catholique du Pérou (PUCP).